



## BUDGET D'AUSTÉRITÉ, LICENCIEMENTS... LA COLÈRE MONTE, LES GRÈVES SE MULTIPLIENT !

# FAISONS RECULER MACRON ET PAYER LES CAPITALISTES ! EN LUTTE, TOUS ENSEMBLE !

AUGMENTATION  
DES SALAIRES

VIE CHÈRE  
STOP !

ZÉRO  
LICENCIEMENT !

DE VRAIS  
SERVICES  
PUBLICS

MACRON  
DÉGAGE

## ASSEZ DE LA POLITIQUE DE MACRON : QU'IL DÉGAGE ! POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS !

**L**e génocide à Gaza et la guerre qui s'installe au Liban, celle qui s'enlise en Ukraine, les conséquences meurtrières du dérèglement climatique... Les populations à travers le monde paient cher les convulsions du capitalisme. Et ce qui saute aux yeux, c'est que les gouvernements actuels sont incapables de gérer, voire pire abandonnent les gens comme en Espagne !

### MACRON ET SON GOUVERNEMENT SONT SUR LE FIL

Des années de privatisations, d'argent public donné aux grandes entreprises, d'attaques sur nos droits (retraite, chômage, jour de carence)... ont permis aux plus riches d'accroître leur fortune sur le dos des travailleurs

et de la population. Cette politique pour les capitalistes est rejetée par la majorité d'entre nous : Macron est à 17 % dans les sondages, un record ! La crise politique est profonde.

Et pourtant, le budget d'austérité 2025 prépare la poursuite et l'aggravation de cette politique. À l'assemblée, Macron est en alliance fragile, de circonstances, avec la droite... Et le RN de Le Pen-Bardella lui sauve la peau en votant avec son gouvernement contre toutes les mesures qui s'en prendraient (même un peu) un peu aux riches et aux patrons comme l'impôt sur la fortune ou la retraite à 60 ans.

Nous subissons les bas salaires, la hausse des prix de l'énergie, plus de 50 000 licenciements répertoriés depuis le début de l'année... Les travailleurs sont pressés comme des éponges,

les jeunes écrasés pendant leurs études. Nous aimerions une vie meilleure, avec de vrais salaires pour vivre décemment et un avenir pour les jeunes ! Mais ça n'arrivera pas avec ceux-là : ils ne servent que les intérêts du capitalisme et sa loi du profit. Il faut que les travailleurs et les jeunes s'unissent dans une lutte commune pour l'imposer !

### IL FAUT UN MOUVEMENT DE GRÈVE TOUS ENSEMBLE !

Qu'il y ait enfin une mobilisation pour une grève commune nationale est donc nécessaire ! La CGT a annoncé des dates de mobilisation : 10 décembre dans la Fonction publique, 12 décembre contre tous les plans de licenciements. Ça ne doit pas être qu'une seule journée d'expression de

colère mais des grèves combatives et militantes qui participent à construire le rapport de force face aux capitalistes qui licencient et au gouvernement qui veut imposer sa cure d'austérité. L'enjeu est que les travailleurs concernés soient en grève et s'en saisissent pour mobiliser largement contre tous les licenciements et pour des hausses massives des salaires. Et ainsi avancer autour d'un vrai plan d'actions et de grèves pour mobiliser tous les travailleurs et la jeunesse, qui subit elle aussi la même politique.

### UNE POLITIQUE POUR LES TRAVAILLEURS !

Les partis tels que la France insoumise, le PCF, les syndicats et les associations qui disent s'opposer à la

politique de Macron, des capitalistes et du RN devraient construire ensemble cette mobilisation. Une grève déterminée, massive qui se donne les moyens de stopper Macron. Et pour cela, appeler à le dégager et à faire payer les capitalistes et les super-riches pour en finir avec toute cette politique.

Pour avoir de vrais services publics, pour la nationalisation des entreprises qui licencient (Sanofi, Michelin...), un emploi et un logement décents pour tous, contre le racisme et contre la guerre, seul un gouvernement des travailleurs avec une telle politique, les mesures d'un programme socialiste, pourra répondre aux besoins de la majorité de la population !

Venez défendre cela avec nous et construire les luttes, rejoignez la Gauche révolutionnaire !



**QUELLE LUTTE  
CONTRE LES  
LICENCIEMENTS  
ET LES  
FERMETURES  
DE SITES ?**

PAGE 4



**VIOLENCES FAITES  
AUX FEMMES,  
UN COMBAT DE  
TOUTES ET TOUS !**

PAGE 5



**ÉTATS-UNIS :  
QUE VA AMENER  
LA VICTOIRE DE TRUMP ?**

PAGE 7

# COMMENT LA RÉVOLUTION RUSSE DE 1917 A MIS FIN À LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Ce qui allait devenir la Première Guerre mondiale était annoncé en 1914 comme un feu de broussailles, une « guerre éclair » poussant les masses à partir au combat la fleur au fusil. Ce feu est devenu un brasier mondial de quatre ans qui a transformé le monde. Comment la Révolution prolétarienne a pu, trois ans plus tard, sortir la Russie de cette guerre sans précédent ?

## UN CHARNIER EFFROYABLE

Les hommes sont devenus de la chair à canon. Plus de quarante millions de soldats, issus du prolétariat et de la paysannerie, participèrent à une guerre sans précédent. La technologie fut mise au service de la guerre, les capitalistes gaspillèrent la production dans une boucherie qu'ils avaient eux-mêmes créée. Parmi les belligérants, Nicolas II, Tsar de Russie, tentait de rattraper son retard dans la compétition mondiale capitaliste. Malgré le rétablissement de la

monarchie parlementaire et la création de la Douma (parlement russe) suite à la révolution de 1905, le Tsar avait repris son travail de sape contre l'abolition du servage, le développement industriel, etc. La préoccupation du pouvoir allait à l'alliance avec d'autres empires capitalistes et sa course aux possessions coloniales. Les Russes, majoritairement paysans, souffrant déjà de la politique tsariste de censure et répression, subirent en plus l'entrée en guerre de l'Empire Russe contre la Triple Alliance. La production archaïque fut mobilisée entièrement pour cette guerre.

## LA TRAHISON DE LA II<sup>E</sup> INTERNATIONALE

La II<sup>e</sup> Internationale regroupait les partis de la social démocratie de tous les pays. Censée à l'époque coordonner l'action des partis ouvriers à travers le monde, elle connaissait une crise politique profonde. L'internationale ouvrière trahit ses engagements. Ses

sections, dont le SPD allemand et la SFIO française, menèrent les ouvriers droit vers la guerre en soutenant leur impérialisme respectif dans une « alliance sacrée ». Leurs députés votèrent les crédits de guerre (à l'exception de Karl Liebknecht). Lénine, en 1916, analysa scrupuleusement cette chute dans son livre *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Cette contribution servit aux Russes : la guerre avait fait plonger l'économie du pays. La colère sociale montait, et les organisations ouvrières se développaient dans la clandestinité. En février, des grèves et manifestations contre la Guerre et les famines à répétition subirent les répressions tsaristes par le sang. Mais les soldats fraternisèrent avec les ouvriers, et ces derniers prirent possession des stocks d'armes. La Douma abandonna le Tsar et négocia avec les Soviétiques (conseils ouvriers et conseils de soldats) pour créer un gouvernement provisoire. Le Tsar abdiqua le 2 mars 1917, mais le pays resta



divisé entre les parlementaires républicains et les soviets gagnés aux idées bolcheviques léninistes ; ces derniers prirent le Palais d'Hiver le 25 octobre 1917. Le gouvernement tomba, et les Soviétiques prirent le pouvoir le lendemain.

## LE PAIN, LA TERRE, LA PAIX !

Une fois le Congrès des Soviétiques réunis, la première mesure décidée fut l'arrêt de la guerre. Les Soviétiques ratifièrent un décret de paix le 26 octobre 1917 (8 novembre 1917) et Léon Trotsky proposa une paix générale. Les bolcheviks voulaient une « paix sans annexion ni indemnité ». Les négociations commencèrent le 22 décembre 1917, alors que l'Empire allemand contrôlait une grande partie de l'Ouest de la Russie. La guerre reprend après un armistice de deux mois. La fin de la guerre était la

condition pour que la Révolution puisse s'accomplir. Trotsky partit pour le gouvernement révolutionnaire négocier avec l'Allemagne. Décision est prise de signer le Traité de Brest-Litovsk le 3 mars 1918. Des concessions énormes sont acceptées. Pour autant, les Bolcheviks ne considèrent pas ce traité comme une défaite. Dans ce contexte chaotique, que peut bien valoir un traité avec les impérialistes ? Tout est une question de rapport de force ensuite. L'objectif central était la fin de la guerre. Soulagés, les travailleurs et soldats de Russie pouvaient alors se concentrer sur les suites de la Révolution. Après la trahison et l'échec de la II<sup>e</sup> Internationale, le Komintern (III<sup>e</sup> Internationale) fut créé en 1919, et Lénine rédigea les fameuses 21 conditions pour y adhérer. Les deux lignes politiques antagonistes existant au sein de la social démocratie se

confrontent après guerre. Des scissions et des formations de Partis Communistes eurent lieu un peu partout en Europe comme le Congrès de Tours de 1920 en France qui aboutira à la scission entre SFIO et à la création de la SFIC (futur PCF). La Révolution d'Octobre 1917 et les thèses de Lénine dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* avaient démontré à l'époque leur pertinence, par l'exactitude et la précision de l'analyse des faits. Cela reste valable aujourd'hui pour savoir comment en finir avec la guerre et l'impérialisme. La Révolution russe, ainsi que celles qui l'ont précédée, nous permettent de mieux apprécier les thèses de Marx, Lénine, ou Trotsky, et de voir l'importance de construire un parti révolutionnaire de masse international pour le socialisme.

■ PIERRE



“ Une fois le Congrès des Soviets réunis, la première mesure décidée fut l'arrêt de la guerre. ”

## FACE AUX GUERRES IMPÉRIALISTES, LA MOBILISATION DE MASSE

La guerre du Vietnam (1955-75) est la plus longue du 20<sup>e</sup> siècle. Elle a laissé une empreinte indélébile. Une génération de jeunes

a participé et parfois dirigé des mouvements de masse contre l'ordre établi. Elle a été un puissant facteur de révolte de la jeunesse étudiante qui sympathisait

avec les masses vietnamiennes et leur résistance tenace à l'impérialisme américain.

## MOUVEMENT DE MASSE ET GUERRE ANTI-IMPÉRIALISTE

Les États-Unis ont été vaincus pour la première fois de leur histoire par 17 millions de paysans en haillons au Sud-Vietnam, ainsi que par la population du Nord-Vietnam. Mais la lutte héroïque des Vietnamiens n'a pas permis à elle seule de vaincre l'impérialisme américain. La révolte des

soldats et du peuple américains contre la guerre et les gouvernements qui la menaient fut aussi cruciale. Premier conflit télévisé de l'histoire, l'information et la vue des cercueils de soldats morts ont aidé à réaliser ce qui se passait au Vietnam. Des mobilisations anti-guerre de grande ampleur se déroulèrent partout dans le monde. L'implacabilité des Vietnamiens, leur refus de plier face à la classe dirigeante américaine, a mis le feu sous la forme d'un mouvement antiguerre de masse qui l'a obligé à se retirer du Vietnam.

## LES LEÇONS DE 1968 POUR AUJOURD'HUI

Les travailleurs ont la capacité d'arrêter les guerres. En se soulevant massivement, nous pouvons forcer les dirigeants à se retirer, empêcher l'armement de rejoindre le pays ciblé, bloquer la production d'usines d'armement... La lutte des travailleurs et des peuples contre l'impérialisme a lieu dans les pays qui en subissent le joug, mais aussi dans les pays impérialistes. Dans les mobilisations contre la génocide à Gaza et au Liban,

une nouvelle génération, encore petite, se mobilise. Mais seules quelques centaines de personnes elles aussi avaient marché lors de la première manifestation contre la guerre du Vietnam aux États-Unis en 1964. Quatre ans plus tard, en 1968, jusqu'à deux millions de personnes se mobilisaient à travers les États-Unis. On a pu arrêter des guerres, et nous le pouvons encore aujourd'hui. La nouvelle génération en particulier doit elle aussi se mettre en lutte contre ce système capitalisme dépassé et violent.





# CRISE ÉCONOMIQUE : AUX CAPITALISTES DE PAYER !

La situation économique est mauvaise. La France a un des plus importants déficits de l'Union européenne à 6,1 %. Partout, les médias bourgeois l'annoncent : les notations des agences capitalistes pour le pays sont en baisse. Qu'est-ce que cela signifie ? La confiance des banques financières et des capitalistes entre eux n'est pas là. L'économie française n'apporte pas assez de garanties de faire suffisamment de profits en un temps record, ce qui est leur principal objectif. Et la crise est bien réelle. En juillet 2024, le nombre de défaillances d'entreprise a dépassé 63 000 selon la Banque de France.

Pour les travailleurs et pour la majorité de la population, cela n'annonce rien de bon. Le gouvernement et les patrons vont vouloir accroître l'exploitation, tirer les salaires vers le bas, augmenter la charge de travail, et vont licencier pour garder voire

augmenter leurs profits sur le dos des travailleurs-es.

## FAILLITES ET FERMETURES EN PAGAILLE

L'automobile et la construction sont touchées mais les autres secteurs aussi. Les effectifs de la filière automobile étaient de 200 000 en 2018 et sont tombés à 176 000 en 2023, avant même la dernière vague de plans de fermetures et licenciements. En réalité, beaucoup d'entreprises réduisent leurs effectifs sans annonce, en ne renouvelant pas les contrats, en laissant partir les gens sans les remplacer, pour ne pas avoir à annoncer un plan qui les obligerait à se justifier et à entamer des négociations.

Dans les secteurs de la restauration, hôtellerie et commerce, après les difficultés liées au COVID, c'est la hausse des prix énorme qui impacte l'activité. Beaucoup

doivent fermer, notamment parmi les petites entreprises « 94 % des entreprises concernées par une procédure collective emploient moins de dix salariés ». C'est un vaste plan de licenciements à bas bruit qui est en cours.

## UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DES CAPITALISTES QUOI QU'IL EN COÛTE !

Fin 2025, selon les prévisions de l'Observatoire français des conjonctures économiques, le chômage atteindrait 8 % de la population active. Et ce, malgré la politique de radiations très violente impulsée par la direction de France Travail qui vise à faire sortir des chiffres du chômage des milliers de privé-es d'emploi.

La politique de Macron-Le Maire n'a pas permis de stopper la hausse du coût de la vie. Au



**Les salaires sont restés bas et les capitalistes se sont mis de l'argent public plein les poches**

contraire, les salaires sont restés bas et les capitalistes se sont mis de l'argent public plein les poches. Auchan, tenu par la famille de milliardaires Mulliez, a reçu 500 millions d'euros d'argent public et a distribué 1 milliard de dividendes à ses actionnaires. Pourtant, cette dynastie de rapaces licencie 2 400 travailleurs-es !

Avec Barnier, c'est la même politique. À cela, s'ajoutent des coupes massives dans les secteurs publics, en particulier les collectivités territoriales. Celles-là même qui embauchent le plus, voyant leurs compétences augmenter à mesure que l'État se désengage de tout !

Nos intérêts, ceux des jeunes et des travailleurs-es, ne seront jamais défendus par les capitalistes et celles et ceux qui les servent. À nous de prendre en main l'économie au service de toutes et tous, une politique sur un programme anticapitaliste et socialiste !

■ LEÏLA MESSAOUDI



# BUDGET 2025 : AUSTÉRITÉ RECORD POUR NOUS ESSORER !

Au prétexte de la dette publique qu'ils ont creusée eux-mêmes, Macron et Barnier s'apprennent à nous matraquer avec un budget d'austérité extrême.

## DES COUPES ET DES MILLIERS DE SUPPRESSIONS DE POSTES !

Alors que les services publics manquent de personnel, le gouvernement veut en supprimer : 4000 à l'Éducation nationale, 500 au Budget, 900 au ministère du Travail, en plus de 500 à France Travail, alors que les licenciements pleuvent (Michelin, Auchan...). À l'inverse, les ministères comme l'Armée, eux, sont presque les seuls à gagner des effectifs.

Les collectivités territoriales qui ont déjà été privées de ressources importantes et assommées par l'inflation (prix de l'énergie), perdraient 5 milliards. Il retire aussi 400 millions aux Outre-Mer, alors que la vie chère conduit aujourd'hui la po-

pulation à se révolter. Enfin, le gouvernement vole directement 4 milliards d'euros aux retraités sur leurs pensions, en décalant de 6 mois la revalorisation sur l'inflation.

## UNE VIE TOUJOURS PLUS CHÈRE

Pour notre santé aussi, il va falloir payer plus : la consultation chez le médecin traitant passe à 30€, son remboursement baisse à 15,90€. En cas d'arrêt maladie, le montant des indemnités journalières sera réduit et les fonctionnaires passeront de 1 jour à 3 jours de carence. Du coup, les complémentaires santé et prévoyance vont augmenter leurs tarifs. Comme si les prix n'étaient pas assez élevés, une hausse de la taxe sur l'électricité (TICFE) va nous voler 3 milliards d'euros !

## ILS AGGRAVENT LA SITUATION !

Cette politique d'austérité violente ne réduira pas la dette.

Au contraire, elle va accélérer la récession de l'économie française. En Grèce, les politiques d'austérité imposées par les capitalistes ont fait exploser la dette publique, à 180 % de son PIB aujourd'hui.

Barnier prétend faire payer les grands groupes et les ultra riches. En réalité, il compte leur prélever à peine 15 milliards, pendant seulement 3 ans... Alors que ces derniers reçoivent chaque année 10 fois plus d'argent public (175

milliards) en aides et exonérations de cotisations ! Même l'augmentation du budget de la transition écologique (+2,7 milliards) et son « soutien à la production d'énergie renouvelable » n'est qu'un prétexte pour rémunérer les actionnaires des grands opérateurs privés. Ce gouvernement veut maximiser les profits à court terme des capitalistes, en leur distribuant notre argent public et en cassant nos services publics pour leur offrir de nouveaux marchés.

## LES MACRONISTES VEULENT FAIRE DES ÉCONOMIES SUR LE DOS DES FONCTIONNAIRES MALADES



# LA FRANCE INSOUMISE DOIT ALLER AU-DELÀ DE LA BATAILLE PARLEMENTAIRE

Contre les attaques austéritaires, les députés de la gauche et particulièrement ceux de La France Insoumise combattent amendement par amendement la politique de Macron et Barnier à l'Assemblée nationale. Appuyant sur l'instabilité politique du camp macroniste, LFI a fait passer des taxes sur les grandes entreprises ainsi que sur les hauts revenus et évoque « d'écrasantes victoires ».

Or, cette bataille qui se joue au sein de l'Assemblée n'est absolument pas menée en dehors, auprès de la population. Cette bataille se déroule donc sans armes : si le gouvernement dégaîne l'article 49.3, le texte d'origine sera adopté sans aucun amendement et il ne restera rien de ces petites avancées.

Une large partie de la population voit en LFI la seule opposition politique face à Macron. Son écho est amplifié par les militants qui cherchent à continuer à occuper l'espace. LFI ne doit pas gâcher son potentiel : il faut appeler les jeunes et les travailleurs à se rassembler, s'organiser et se mobiliser massivement contre Macron !

Le 14 décembre, l'assemblée représentative de LFI évoquera les prochaines échéances électorales : les municipales de 2026 et probablement des prochaines législatives anticipées. Pourtant, cette période met à l'épreuve une force comme LFI. Il y a un besoin que les discussions politiques s'orientent aussi sur la stratégie pour battre Macron en mobilisant massivement dès maintenant.

## ON A BESOIN D'UN OUTIL FORT ET SOLIDE !

Macron, en bon défenseur des capitalistes, ne laissera jamais passer des propositions qui desservent leurs intérêts, sauf si elles sont jugées « acceptables » pour apaiser la situation.

La lutte ne peut se mener sans un outil fort, structuré démocratiquement et avec un programme qui transforme la société du sol au plafond. Nous avons besoin d'un parti de masse des travailleurs et des jeunes pour le socialisme, seul outil qui peut nous sortir de l'impasse politique. Prenons le pouvoir !

■ YOHANN BIS

# LE RN, L'INVERSE D'UNE OPPOSITION À MACRON

Le Rassemblement national se présente comme la première opposition à Macron à l'Assemblée. Cependant, par son programme politique ou son rôle à l'Assemblée, il montre un visage tout autre. Il a soutenu la formation du gouvernement Barnier, n'a pas voté la censure et ne souhaite pas le faire tomber car, « ce n'est pas le moment ». Le RN fait pression pour durcir les lois anti-travailleurs, anti-pauvres...

En plein examen du projet de loi finances, le parti d'extrême droite limite la hausse de la « flat tax » (sur les riches, capitalistes, propriétaires) et refuse de défendre des mesures comme le retour d'impôts sur les grandes entreprises ou sur la fortune (ISF). En parallèle, il abandonne des promesses en carton comme une TVA baissée sur les produits essentiels, par exemple.

Ainsi, leur proposition pour abroger la réforme des retraites de 2023 est une vraie arnaque. Conditionné à leur accession au gouvernement (!), le RN prétend défaire la retraite à 64 ans tout en gardant les 42

annuités ; des études et/ou périodes de chômage ne permettront donc aucune retraite avant 65 ans ! Au contraire, nous défendons le droit à la retraite pleine et entière à 60 ans avec 37,5 annuités, pour lutter contre le chômage et préserver nos aînés ! Disant financer ça par une hausse des taxes sur le tabac et sur les transactions financières, le RN savait que cela ne passerait pas. Pour défendre les « chefs d'entreprise », le parti s'est aussi opposé à des hausses de cotisations sur les hauts revenus, proposées par la gauche pour financer l'abrogation de la réforme des retraites.

Une stratégie pour se placer en leader de la droite française et essayant en même temps de montrer un visage soi-disant social pour gagner des voix et arriver aux affaires. Avec ses fausses mesures sociales, ses vraies mesures pour les plus riches et son discours raciste et diviseur anti-immigrés et anti-grèves et syndicats, le RN ne défend pas les intérêts des travailleurs, mais bel et bien ceux des capitalistes, des riches et des patrons.



## ÉDUCATION. POUR UNE LUTTE DÉTERMINÉE !

Le gouvernement Macron Barnier prévoit la suppression de 4 000 postes d'enseignants l'année prochaine, principalement dans les écoles. Budget d'austérité et cadeaux aux capitalistes obligent ! 15 000 postes en tout d'ici 2027. Ce qui n'est pas assez selon l'Inspection générale des finances, qui préconise 26 500 postes !

La destruction du service public de l'Éducation continue donc sous prétexte fallacieux d'une baisse démographique (qui est réelle). Mais au lieu de profiter de cette baisse pour arriver à des effectifs de classe à taille humaine, ce gouvernement de combat aggrave la situation déjà catastrophique avec les classes surchargées (30 élèves en collège et 35 en lycée, de plus en plus 30 élèves en école primaire, parfois en maternelle) et le manque flagrant de postes d'enseignants et de tous les autres personnels de

l'Éducation (AESH, AED, infirmiers scolaires...).

### POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ, GRATUITE ET ACCESSIBLE À TOUS !

Pour l'instant, l'intersyndicale de l'Éducation s'est contentée de déposer une alerte sociale en réponse à ces attaques et au budget 2025, ce qui est largement insuffisant.

Il est urgent et nécessaire de construire un mouvement de grève déterminé dans l'Éducation – en lien avec les autres secteurs du public et du privé – avec un vrai plan de lutte et une plate-forme de nos revendications vitales :

- embauche massive de personnels enseignants et non-enseignants ;
- 20 élèves par classe, 15 en Éducation prioritaire ;
- titularisation de tous les précaires ;
- augmentation des salaires !

## GRÈVE À FRANCE TRAVAIL !

Une large intersyndicale (CFTC, CGT, FO, FSU, SNAP, STC, SUD et Unsa) appelle les 55 000 agents de France Travail à la grève le 5 décembre suite à l'annonce de la suppression de plus de 500 postes pour 2025 et d'une négociation salariale à 0 %.

Ces suppressions se font en même temps que la loi « Plein

Emploi », avec l'inscription de 1 500 000 personnes de plus au 1<sup>er</sup> janvier et un recours massif à la sous-traitance, un gâchis de plus de 500 millions d'euros par an ! Ce gouvernement veut réduire France Travail à une gare de tri dédiée au contrôle des obligations des privés d'emploi. Les agents résistent !

## LOI PLEIN EMPLOI. FLICAGE ET BAISSÉ DES SALAIRES !

La loi « Plein Emploi » de 2023, qui a transformé Pôle Emploi en France Travail en janvier 2024, continue son sinistre déploiement.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2025, France Travail va inscrire plus d'1,5 millions d'usagers supplémentaires : allocataires du RSA et leurs conjoints, jeunes et travailleurs handicapés respectivement accompagnés par les Missions Locales et Cap Emploi. Tous devront signer un « contrat d'engagement » avec un des « partenaires »

du réseau pour l'emploi désigné par un algorithme ! Ils se verront imposer un parcours intensif de 15 heures hebdomadaires « d'activité », avec des prestations d'accompagnement surtout privées. Les privés d'emploi seront surveillés d'encore plus près, avec des contrôles triplés.

Privés d'emploi, conseillers qui les accompagnons, rejoignons la lutte pour un emploi pour tous, contre cette politique qui ne vise au final qu'à baisser les salaires !

## FOUNDEVER. STOP À LA RÉPRESSION SYNDICALE !

Dans cette entreprise de téléopération près de Rouen, une grève illimitée a débuté il y a un an, contre le plan de licenciement déguisé et les mauvaises conditions de travail. À l'appel du syndicat SUD, les travailleuses (surtout des femmes) et travailleurs se sont organisés pour faire durer la grève. La direction n'a rien

lâché et est passée à l'attaque pour réprimer les grévistes et les syndicalistes. Aujourd'hui, bon nombre d'entre elles sont convoquées à maintes reprises pour des entretiens disciplinaires. Certaines ont craqué et sont parties. La GR apporte son soutien et son aide aux syndicalistes depuis le début. La solidarité doit continuer !

# RIPOSTE SYNDICALE : COMMENT LA RÉUSSIR ?

Le patronat a ses porte-parole au gouvernement et leur programme est une attaque frontale contre la classe ouvrière toute entière, la jeunesse et les retraités.

### UNE RIPOSTE SYNDICALE EST ATTENDUE !

Les confédérations syndicales n'avaient rien prévu après le 1<sup>er</sup> octobre dernier pour s'opposer aux attaques annoncées contre les travailleurs qui, pourtant n'en peuvent plus. Si un plan de lutte était construit pour rentrer en grève, le gouvernement volerait en éclats. Barnier est détesté pour avoir volé les élections et Macron est haï par la quasi-totalité des classes populaires.

Dans plusieurs boîtes ça pousse et des grèves locales sont parfois soutenues par la population comme pour Michelin. Certains secteurs appellent à des mobilisations ou des grèves ultimatum. L'intersyndicale de l'Éducation s'est posé la question. À la SNCF, une grève ultimatum, sorte de

grève d'avertissement comme elle existe en Allemagne, est appelée le 21 novembre prochain pour que le gouvernement et la direction répondent à leurs revendications sur le FRET ferroviaire. Puis une grève illimitée à partir du 11 décembre est annoncée. Les cheminot-es sont sous attaque, les NAO s'annoncent difficiles. Les revendications devraient sûrement être élargies par des discussions en AG pour mieux mobiliser.

C'est donc mi-décembre que semble se profiler une certaine montée de luttes sociales.

### SUR QUELLES BASES MOBILISER ?

C'est cette ambiance qui pousse les confédérations, CGT en tête, à mobiliser. Il y a des appels au 10 décembre dans la Fonction publique et au 12 décembre contre les plans de licenciements où des marches régionales sont proposées avec les travailleurs licenciés appelés à manifester en tenue de travail.

Mais les contours sont flous tant sur la forme que sur les revendications. C'est une grève interprofessionnelle qu'il faut préparer dès maintenant contre les licenciements, le budget d'austérité et les coupes ainsi que pour la défense des services publics. Contre les plans de licenciements, il faut se battre pour la mise en propriété publique immédiate sous le contrôle et la gestion des travailleurs des entreprises comme Sanofi, le secteur automobile, ou Michelin qui licencient après

avoir empoché des milliards en profits et subventions.

Une grève interprofessionnelle porterait directement des questions politiques et ne se limiterait pas au social. La direction de la CGT et les autres confédérations ne veulent pas déstabiliser la situation politique et préféreraient sûrement attendre les prochaines élections nationales. Elles ont tort, c'est le seul moyen de stopper la politique de Macron et des capitalistes. C'est ce sur quoi la Gauche révolutionnaire agit.

### MICHELIN. NON AU PLAN SOCIAL !

Pour protester contre la fermeture de deux usines et la perte de 1250 emplois, les salariés de Michelin ont démarré une grève illimitée ! Ne laissons pas les capitalistes engranger les profits en supprimant des emplois, d'autant plus quand ils ont été subventionnés à hauteur de 42 millions d'euros avec nos

impôts en 2023 ! Les syndicats alertent depuis plusieurs années sur le risque d'arrêt de la production, demandant à diversifier la production. Les ouvriers savent comment faire tourner leur usine ! Exigeons la mise en propriété publique des usines du groupe, sous le contrôle des ouvriers, pour empêcher les licenciements !

## LICENCIEMENTS. STOPPONS LE CARNAGE !

En 2024, les licenciements ont explosé avec 180 plans et 60 à 90 000 emplois menacés ! Valéo va fermer 1 000 postes, Auchan licencie 2 300 salariés... D'autres délocalisent, comme ID Logistics

Marseille qui envoie les salariés à 137 km sous peine de licenciement pour faute grave. Pourtant, ces entreprises font des bénéfices par millions ! Sous le capitalisme, il n'y a que le profit qui compte !

Les syndicats devraient reven-

diquer zéro suppression d'emploi. Il faudrait une campagne nationale de lutte et de grève qui défende un emploi pour tous, zéro licenciements, la baisse du temps de travail (sans perte de salaire) pour arrêter le chômage.

Empêcher les licenciements demande une grève massive dans les entreprises concernées. Des grèves avec occupation dans les sites menacés de fermeture ou de délocalisation peuvent bloquer machines et stocks, et créer un rapport de force pour obliger le maintien de l'activité. Rarement, des coopératives ouvrières peuvent résulter d'une lutte (comme les Fralib qui

vendent leur thé depuis 10 ans) mais elles subissent toujours la crise capitaliste, la loi du marché et ne pourraient pas résister aux multinationales qui dominent la plupart des secteurs.

Il faut exiger que les entreprises qui tuent l'emploi soient nationalisées (et reconverties si besoin) dans le cadre de services publics sous contrôle des travailleurs et de la population.

Un travail pour tous ne sera garanti que lorsque les principaux secteurs de l'économie seront hors des mains des capitalistes et contrôlés par les travailleurs !

■ CLARA

## VENTE DU DOLIPRANE ET MAGOUILLES DE SANOFI IL NOUS FAUT UN VRAI SERVICE PUBLIC DE SANTÉ !

Après l'annonce par Sanofi de la vente à un fonds d'investissement américain d'Opella, la filiale en charge de la production du Doliprane, le gouvernement s'est proclamé grand défenseur des intérêts sanitaires de la population.

Il souhaite racheter une partie des parts de l'entreprise pour faire en sorte qu'une partie de la production reste en France. Sauf que cette partie, c'est 2 %... Ça leur a permis de demander que les emplois en France soient maintenus, au nom de la « souveraineté » mais ce n'est en rien une garantie !

Nous disons que Sanofi doit

être intégralement nationalisé ! Et sans compensation pour les gros actionnaires capitalistes !

Pourquoi la nationalisation ? En effet, on peut se dire que cela ne serait pas une bonne chose si c'est pour que ça finisse dans le même état que l'Éducation ou la Santé aujourd'hui. Mais les « nationalisations » actuelles, où l'État devient actionnaire partiel ou majoritaire ne sont pas dans l'intérêt de la population. Elles servent à sauver la mise aux capitalistes quand ces secteurs ne sont pas assez rentables pour eux. On le voit avec EDF, ce n'est pas « privé » mais ce n'est pas pour ça que les prix ont baissé !

Les nationalisations que nous défendons n'ont rien à voir.

### POUR L'EXPROPRIATION DES GRANDS GROUPES CAPITALISTES !

À la Gauche révolutionnaire, on se bat pour l'expropriation des grands secteurs de l'économie grâce à des nationalisations sans rachat ou indemnité.

Menées par les travailleurs du secteur eux-mêmes, en lutte, elles placeront le secteur en question en propriété publique, qui sera sous leur contrôle et au service des intérêts de la majorité de la population !

Qu'est ce qu'on produit, en quelle quantité, en combien de temps, dans quelles conditions, etc. sera décidé démocratiquement. Ainsi, on organisera la production en fonction des besoins de la population et pas des profits (le Doliprane est un des médicaments les plus utilisés, 90 % de la population en France en consomme chaque année).

Pour une vraie nationalisation de Sanofi et des labos, groupes hospitaliers privés (Elsan, Ram-say...) et autres Ehpad dans un monopole public et démocratique de la Santé, du médicament au soin !

■ ELEMIAH



# LE 25 NOVEMBRE ET APRÈS... LUTTONS CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES !

Les rapports sur les violences faites aux femmes sont alarmants. Au 6 novembre 2024, 114 femmes ont été tuées par leur (ex-) conjoint depuis le début de l'année. En 2023, la police et la gendarmerie ont enregistré près de 271 000 victimes de violences conjugales, un chiffre en hausse de 10 % par rapport à l'année précédente.

La parole se libère, c'est un premier pas mais cela ne suffira pas pour changer les choses. Il nous faut de ce combat celui des syndicalistes, partis et associations. Ce n'est pas juste le 8 mars et 25 novembre qu'il faut lutter, mais tous les jours !

## UNE POLITIQUE VIOLENTE DES CAPITALISTES

Sur les lieux de travail, des managements agressifs sont appliqués par des hommes et des femmes. Les patron-nes ne ménagent pas les femmes travailleuses et essaient d'en tirer un maximum de profit. La remise en cause des inégalités professionnelles (recrutement, avancement, salaire, retraite...)

et des violences sexuelles et sexistes est plus compliquée depuis la suppression des CHSCT où ces problématiques étaient discutées.

Ce qui est en jeu, c'est bien de savoir comment mettre fin à ces violences et quelle politique mener pour cela dès maintenant.

Or, toutes les mesures anti-sociales du gouvernement sont plus violentes les unes que les autres. Et beaucoup aboutissent à rester avec un conjoint violent faute de ressources pour partir. Cette politique génère de la violence intrafamiliale et l'aggrave. Les restrictions budgétaires sont lourdes de conséquences, notamment celles dans les collectivités territoriales, impliquées dans l'hébergement d'urgence et le soutien aux associations d'aides aux femmes. Nous ne pouvons pas compter sur le gouvernement pour mettre fin aux violences.

## POUR LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES, LUTTONS CONTRE LE CAPITALISME !

Nous devons faire nos propres campagnes, utiliser nos propres organisations et associations pour lutter. Il faut mener des campagnes syndicales dans les lieux de travail pour dire non à ces violences et mobiliser toutes celles et ceux qui rejettent cette société inégalitaire et violente !

Certains courants affirment que l'oppression des femmes est due au comportement des individus. Pourtant stopper les violences et transformer les comportements nécessite de s'en prendre aux bases sur lesquelles reposent ces violences. C'est une question de division en classes de la société et non une question de soi-disant nature individuelle. Par exemple,

le gouvernement a habilement pointé le harcèlement de rue. Cela a eu pour conséquence de stigmatiser les jeunes des classes populaires ; tout en évitant soigneusement le fait que l'oppression des femmes est lié au capitalisme et qu'il faut des moyens immédiats pour la combattre. Et sans évidemment stopper le harcèlement de rue.

Les bases sociales et matérielles de ces violences doivent être sapées. Elles sont liées à la société capitaliste qui repose sur la violence à tous les échelons de nos vies et dans laquelle les femmes subissent une oppression spécifique.

Les femmes doivent prendre une place pleine et entière dans la lutte contre toutes ces politiques dont elles sont les premières victimes. Et la lutte pour les droits des femmes fait partie intégrante de la lutte politique contre le capitalisme, sans laquelle elle serait incomplète. L'égalité des hommes et des femmes et la fin de cette violence ne se fera que par l'unité des travailleurs et travailleuses qui lutteront pour construire sur les ruines du capitalisme un monde socialiste !

## DES MOYENS POUR LA JUSTICE !

Quatre mois de procès et un tribunal qui a dû s'agrandir pour l'occasion : le procès des viols de Mazan est d'envergure par sa lourdeur et sa gravité. Gisèle Pélicot avec courage a refusé le huis clos, car elle n'a pas honte et veut donner le courage à d'autres victimes de violences sexuelles de faire de même. Mais pour ça, il faut que la justice ait les moyens de poursuivre les auteurs de violences, et sans délai interminable !

Après trois ou quatre ans, qui a envie de raconter à nouveau en détail un traumatisme aussi

important ? Faute de moyens, les affaires sont triées pour ne garder que celles jugées plus graves, mais plus graves pour qui ? Il y a 94 % de classement sans suite. C'est la violence d'une justice sans procès et sans le principe du contradictoire garant des droits de la victime à être entendue. Les femmes et les minorités sexuelles et de genre, les plus précaires, sont plus frappées par les violences sexuelles.

Pour plus de moyens, une prise en charge psychologique gratuite, et des procédures plus rapides !

■ NOA

## FEMMES ET ÉTRANGÈRES : LA DOUBLE PEINE



Les travailleuses de l'hôtel Radisson à Marseille ont gagné cet été une augmentation de salaire dont un 13<sup>e</sup> mois après 50 jours de grève

Couleur de peau, nationalité, nom à consonance étrangère, a priori sur leurs capacités et compétences... Les femmes étrangères sont fortement discriminées dans un système capitaliste basé sur le profit maximum, les cantonnant à certains métiers physiques, sous qualifiés, à haute pénibilité et bien sûr mal payés : services personnels et domestiques, ménages pour des hôtels et restaurants...

Souvent en situation de dépendance administrative et parfois d'hébergement vis à vis de leur employeur, leur situation est d'autant plus précaire face à l'exploitation et aux violences subies. Les organisations ouvrières doivent apporter toute leur solidarité et encourager toutes celles qui subissent de multiples oppressions à s'organiser et à lutter avec la classe ouvrière pour gagner de meilleures conditions de vie et de travail.

## TOUTES ET TOUS MOBILISÉES DANS LES MANIFESTATIONS DES 23 ET 25 NOVEMBRE 2024 POUR LEUR FAIRE CRACHER DES MOYENS À LA HAUTEUR DES BESOINS !

- ♀ **Non aux coupes budgétaires et à la destruction des services publics !**
- ♀ **De vrais services publics avec des moyens matériels et humains à la hauteur des besoins chiffrés par les associations de victimes de violence !**
- ♀ **Des lieux d'accueil d'urgence, gérés publiquement, en nombre suffisant pour être concrètement accompagnées pour sortir des situations de violence !**

## LA VIOLENCE, ÇA SE COMBAT AUSSI POLITIQUEMENT !

Cette année encore les associations déplorent un manque conséquent de moyens pour lutter contre les violences faites aux femmes. Que ce soit pour abriter les victimes de violences conjugales, permettre aux femmes de se faire dépister pour les drogues de soumission ou encore le traitement des plaintes pour violences sexuelles et conjugales, le gouvernement n'augmente pas les moyens, pire il les baisse en retirant les aides à des associations d'aide aux victimes. Il choisit clairement

de ne rien faire pour améliorer la situation des femmes et préfère boucler un budget intenable pour assurer les profits des capitalistes. Une politique de lutte contre les violences envers les femmes peut exister, mais encore faut-il s'en donner les moyens et donc avoir une réelle intention de mettre fin à ces violences.

Pour cela, il faut s'attaquer à la racine du problème : cette société qui engendre et se maintient par des violences de toutes sortes, notamment envers les femmes. La violence est un pro-

duit des oppressions comme le sexisme, le racisme ou encore les lgbt+phobies, mais aussi de la domination des travailleurs par la bourgeoisie, une des bases du capitalisme. Ces oppressions permettent de diviser les travailleurs mais aussi d'exploiter encore plus les travailleurs subissant une ou plusieurs de ces oppressions. C'est pour ça qu'il faut que les travailleurs s'unissent sans oublier ou ignorer ces oppressions et que nous luttons contre, toutes et tous ensemble.

■ MARIE



*L'émancipation  
de la femme,  
comme celle de tout  
le genre humain,  
ne deviendra réalité  
que le jour où le travail  
s'émancipera  
du capital.*

Clara Zetkin



Clara Zetkin, militante et dirigeante marxiste allemande à l'origine de la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes du 8 mars





TRAVAIL DE NOTRE ÉLUE MUNICIPALE

## À PETIT-QUEVILLY, CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES !

Dans le cadre des plans de casse du gouvernement mais également dans un climat de démantèlement des services publics, les femmes sont particulièrement attaquées. Avec notre élue Leïla Messaoudi, à Petit-Quevilly, commune populaire près de Rouen, voici le type de propositions que nous formulons très souvent dans les séances du conseil municipal.

« Face aux violences faites aux femmes, notre commune peut jouer un rôle. Seriez-vous d'accord pour mettre en œuvre, dans les plus brefs délais, une rencontre avec l'ensemble des bailleurs sociaux afin de sanctuariser plusieurs appartements tournants, pour la mise en sécurité des femmes et des enfants sous le coup de violences ? D'autres communes ont ce type de dispositif.

En lien avec des associations, des conseiller-es municipaux ou adjoint-es, formé-es, d'astreinte, peuvent être contacté-es pour ouvrir ces appartements de secours. Dans notre ville, une démarche de ce type serait nécessaire et utile. Les permanences du Centre Information sur Droits des

Femmes et Familles au Centre social, une fois par mois, ne peuvent répondre que très partiellement à ces problèmes.

D'autre part, à l'instar d'autres dispositifs comme "Ici demandez Angela", une personne, en particulier une femme ou une jeune fille qui se sent en danger, suivie ou embêtée, devrait pouvoir avoir un moyen de se mettre en sécurité en sortant des transports, dans la rue. Des démarches peuvent-elles être entreprises auprès des commerçants pour être partenaires ? Ce sont notamment ceux ouverts en soirée qu'il faut cibler – d'autant que l'éclairage public est plus que limité et rend le climat beaucoup moins serein. Décidons Petit-Quevilly pense que ce serait utile, aux abords des stations de métro, pour les collégiennes, lycéennes, apprenties et étudiantes, aux salariées qui finissent tard, à celles qui commencent très tôt le matin pour aller nettoyer les bureaux... »

La majorité municipale PS-PCF-EELV n'a pas emboîté le pas à ces propositions. Seuls les habitants ensemble pourront l'imposer !

## REJOIGNEZ LA GR !

Contactez-nous pour discuter et nous rejoindre !

- Tel/SMS/whatsapp/signal : +33 (0) 7.81.32.75.89
- Par mail : [contact@gaucherevolutionnaire.fr](mailto:contact@gaucherevolutionnaire.fr)
- Envoyez-nous une photo du coupon ou
- Retournez-le par la poste à : Les amis de l'Égalité, 82 rue Jeanne d'Arc centre 166, 76 000 Rouen
- Vous pouvez nous contacter, faire un don et vous abonner à L'Égalité sur notre site : [www.gaucherevolutionnaire.fr](http://www.gaucherevolutionnaire.fr)

### JE SOUHAITE PRENDRE CONTACT

- ☐ RECEVOIR LA NEWSLETTER
- ☐ RENCONTRER UN-E MILITANT-E
- ☐ REJOINDRE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

### JE SOUHAITE M'ABONNER À L'ÉGALITÉ

- ☐ ABONNEMENT FRANCE, 1 AN ..... 15 €
- ☐ ABONNEMENT FRANCE, 1 AN (SOLIDARITÉ) ..... 20 €
- ☐ ABONNEMENT INTERNATIONAL, 1 AN ..... 30 €

### JE SOUHAITE AUSSI SOUTENIR LA G.R.

- ☐ \_\_\_\_\_ € PAR CHÈQUE > À L'ORDRE DE VJE
- ☐ \_\_\_\_\_ € PAR VIREMENT > SUR LE COMPTE BRED N° FR 76 1010 7003 7000 2327 0076 061

NOM / PRÉNOM : \_\_\_\_\_

TÉLÉPHONE : \_\_\_\_\_

ADRESSE MAIL : \_\_\_\_\_

ADRESSE POSTALE : \_\_\_\_\_

## SOLIDARITÉ NIGERIA

En août, des manifestations de masse ont été organisées au Nigeria au nom de « #EndBadGovernance » contre le président Tinubu, pour l'empêcher de mener sa politique ultra-libérale et répressive. Les aides pour acheter du carburant ont été supprimées, les prix de l'alimentaire ont augmenté de 30 % à 40 % et les salaires n'ont pas bougé.

La répression du mouvement a tué plus de 20 manifestants. 2500 personnes ont été arrêtées, 114

ont été en détention plus de 100 jours, dont 32 enfants. Ils n'ont pas été nourris correctement et ont subi de la torture. Face à la colère des masses et la solidarité internationale, ils ont été relâchés le 5 novembre.

### UNE CAMPAGNE INTERNATIONALE MENÉE PAR LE CIO !

Depuis fin août, le Comité pour une Internationale Ouvrière (CIO) mène des actions de

## LA LUTTE PAIE ! DES CAMARADES LIBÉRÉS, LA BATAILLE SE POURSUIT !

solidarité. La GR les a relayées, en allant à l'ambassade du Nigeria, en proposant des motions, des lettres de protestations dans les syndicats dans lesquels nous militons et aussi auprès des organisations politiques du mouvement ouvrier ainsi que des députés LFI (comme Manuel Bompard, Nadège Abomangoli...). Cela a permis d'obtenir des libérations sous caution.

Les charges retenues contre plusieurs membres du Mouvement Socialiste Démocratique

(la section sœur de la GR au Nigeria), dont Michael Lenin, comprennent la trahison, passible de peine de mort !

Le procès s'est ouvert le 8 novembre. La campagne de solidarité doit s'intensifier pour que tous les manifestants soient libérés et les poursuites abandonnées. Contre les politiques capitalistes anti-pauvres de Tinubu et la répression, solidarité internationale !

■ MATHIEU

## POUR FINIR L'ANNÉE EN BEAUTÉ, SOUTENEZ LA GR !

Nous entrons dans les derniers mois d'une année qui a été tumultueuse, mais il nous reste du temps pour bien la finir !

Les mois de novembre et décembre font partie de ceux durant lesquels on pense à préparer les fêtes de fin d'année, mais il est important de continuer à soutenir les causes qui nous tiennent

à cœur, comme celles que défend la Gauche Révolutionnaire. Chaque euro donné, c'est un euro investi dans la lutte contre Macron et les capitalistes !

Vous pouvez nous soutenir : en venant participer aux différentes activités mises en place par les camarades des sections de vos villes, en achetant notre

matériel sur nos tables de presse et sur notre site ou en faisant directement un don !

Pour cette fin d'année, nous mettons en place des initiatives plus festives. À Rouen, le « calendrier de l'avant-garde » est une tombola avec 24 lots à ga-



agner (un tirage par jour) pour les 24 premiers jours de décembre. Vous pouvez acheter vos tickets auprès de nos militant·es !

[WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR/DON](http://WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR/DON)

## ON DÉBARQUE DANS DE NOUVELLES VILLES, REJOIGNEZ-NOUS !

Nous sommes une organisation qui a pour objectif de construire un parti révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière et la jeunesse, avec un programme qui permette de renverser le capitalisme en le remplaçant par le socialisme. Un de nos objectifs est donc la construction

de sections dans de nouvelles villes, dont récemment...

### MARSEILLE ET RENNES !

Avec une présence très importante dès cette rentrée, on a participé à la manifestation du 7 septembre « pour la destitution

de Macron », à la grève interprofessionnelle du 1<sup>er</sup> octobre, aux manifestations en soutien au peuple palestinien...

Nous avons visité des piquets de grève comme à Amazon Marseille, et étions très présents sur les facs (Rennes 2, Aix). Vous pouvez nous y voir avec notre

table de presse vendre *L'Égalité* et discuter avec les travailleurs et les jeunes de notre parti et notre programme pour le socialisme, et recruter de nouveaux membres. Pour faire avancer la lutte pour le socialisme, rejoignez la Gauche révolutionnaire !

■ LÉON R.

## CE POUR QUOI NOUS LUTTONS

### TRAVAIL, SALAIRE

- Un salaire décent pour toutes et tous : + 300 € d'augmentation des salaires maintenant !
- Aucun revenu sous 1 600 € net.
- Zéro suppression d'emplois ! Pour la mise en propriété publique des groupes qui licencient ! Embauches massives dans les services publics (Santé, environnement...) !
- Un emploi pour tous : baisse du temps de travail à 32 h, sans perte de salaire et avec embauches équivalentes ! Pas de contrat précaire ou de temps partiel imposé !
- Prenons dans les profits du CAC 40 (100 milliards de dividendes en 2023 !) pour financer l'emploi, aider les artisans/TPE. Ouverture des livres de comptes des grandes entreprises pour contrôler où va l'argent.
- Retraite à 60 ans (55 pour les métiers qui l'exigent) après 37,5 annuités de cotisation. Pas une pension sous le SMIC !
- Pour la gestion démocratique de la Sécurité sociale par les travailleurs eux-mêmes.

### SANTÉ

- Arrêt des politiques de casse de la Santé et des services publics. Nationalisation, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population, de tout le secteur de la Santé (multinationales du médicament, groupes privés de maisons de retraite/Ehpad, etc).
- Pour un monopole de service public de la Santé avec des moyens à la hauteur des besoins définis démocratiquement.

### ÉDUCATION

- Pour une Éducation publique, gratuite et de qualité pour toutes et tous, 15 élèves par classe max, embauche massive de personnel de la maternelle à l'Université !
- Abrogation de Parcoursup et de toutes les mesures de sélection, pour des facs gratuites et ouvertes à toutes et tous !

### DROITS DÉMOCRATIQUES

- Non aux restrictions sur le droit de grève et de manifester !

- Contre les violences policières et le racisme. Non au flicage et à la surveillance de la population.
- Contre toutes les discriminations (genre, origine, religion, orientation sexuelle, etc.) !

### LOGEMENT

- Un logement décent pour toutes et tous. Réquisition des logements vides. Aucune expulsion, nationalisation des groupes immobiliers pour mettre les logements à disposition de la population.
- De vrais moyens pour l'assistance sociale et l'aide d'urgence.

### POUR UNE LUTTE DE MASSE

- Les confédérations syndicales doivent être les premières à défendre les travailleurs, faire campagne pour les salaires, conditions de travail... Elles doivent organiser une lutte de masse contre toute la politique du gouvernement.
- Pour la construction de syndicats combatifs et militants !

### POUR UN NOUVEAU PARTI DE MASSE DES TRAVAILLEURS

- Contre les capitalistes et leurs partis, il nous faut un parti à nous, un outil vivant et démocratique, ouvert à toutes et tous, travailleur·ses, syndicalistes, jeunes, retraité·es, pour défendre un programme de lutte commun contre les politiques qui détruisent nos vies et notre environnement pour les seuls profits des ultra-riches.

### POUR LE SOCIALISME !

- Expropriation et nationalisation des 500 plus grandes entreprises, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population pour réorganiser démocratiquement l'économie en fonction des besoins de la population.
- Pour une société débarrassée de la dictature du profit et de l'exploitation, contre ce système qui ne crée que la misère et la guerre, et encourage le sexisme, le racisme, et les discriminations, luttons pour le socialisme par une révolution de masse !



## TRUMP DE RETOUR AU POUVOIR L'URGENCE DE CONSTRUIRE UN MOUVEMENT OUVRIER INDÉPENDANT

Avec un taux d'abstention très élevé, Trump a finalement été ré-élu, au terme de la campagne la plus chère et la plus pauvre politiquement de l'histoire récente. En dépit de toute la propagande mise en avant par les Démocrates sur le « moindre mal », Harris n'a pas réussi à convaincre les travailleurs et la jeunesse. Il faut dire que sous Biden, les politiques racistes anti-immigration se sont poursuivies, ainsi que la casse des services publics, de l'inflation et de l'endettement des foyers. Le Parti démocrate n'a rien pu faire – ou plutôt, rien vou-

lu faire – contre l'abolition du droit à l'avortement, la précarité étudiante grandissante, n'a pas augmenté le salaire minimum de 7,25 \$ par heure (resté le même depuis 2009 !) alors que c'était une promesse de campagne de Biden... C'est sans compter le soutien indéfectible de Biden et Harris à l'armée israélienne, alors que la jeunesse s'était mobilisée massivement contre.

Avec leur absence de vote pour Harris, la classe ouvrière et la jeunesse ont surtout montré qu'ils n'accordaient aucune confiance à une candidate qui a ouvertement déclaré qu'elle était une capitaliste et n'a don-

né aucun gage de confiance que sa politique serait différente de celle de Biden – ou même, fondamentalement différente de celle de Trump. Cela montre qu'il faut absolument que la classe ouvrière et la jeunesse se dotent d'un parti indépendant, pour en finir avec l'alternance de partis bourgeois qui ne représentent que les intérêts des capitalistes. Avec notre section américaine, l'Independent Socialist Group, nous avons soutenu de façon critique les candidatures du Green Party de Jill Stein, ainsi que de Cornel West. Mais il est nécessaire de construire un parti de masse qui représente réelle-

ment les travailleurs, plutôt que ceux des milliardaires comme Bill Gates qui ont financé Harris.

Pour l'abrogation de la dette étudiante, monter le salaire minimum et arrêter le soutien à l'armée israélienne ! Pour un parti des travailleurs indépendant qui se batte pour le socialisme !



## LE SAHARA OCCIDENTAL DANS LA LIGNE DE MIRE DES IMPÉRIALISTES

Situé entre le Maroc et la Mauritanie, le Sahara occidental est le dernier territoire africain dont le statut post-colonial n'est pas « réglé » aujourd'hui. Fin 2020, Trump avait reconnu la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, après que Mohamed VI ait reconnu l'État d'Israël. Depuis ont suivi l'Espagne, l'Allemagne, puis en juillet 2024 la France avec Macron, entraînant un conflit diplomatique avec l'Algérie.

### LES ORIGINES DU CONFLIT

Jusqu'en 1975, le territoire sahraoui était une colonie espagnole. Après la mort du dictateur Franco, l'Espagne se retire mais sans que le statut du territoire soit clair. Sauf que le territoire Sahraoui est très riche. La plus grande mine de phosphate au monde est située là, de l'or, et son sable est commercialisé. C'est aussi une zone de pêche importante. Le royaume du Maroc revendique le

Sahara occidental.

Il y a 50 ans Hassan II, roi du Maroc, lançait la « Marche verte », censée libérer le Sahara occidental de l'Espagne. Surfant sur la volonté de la jeunesse au Maroc de construire un pays indépendant des impérialistes, le roi impose en fait sa domination sur le Sahara occidental en l'envahissant. La gauche marocaine, alors très critique du pouvoir, n'a pas compris la question nationale sahraouie, la considérant souvent à tort comme secondaire. Une guerre entre le front Polisario et le royaume du Maroc a eu lieu jusqu'en 1991 où des armes chimiques, mines anti-personnelles sont utilisées. Des murs de séparation repoussent la frontière toujours plus vers le Sud et l'Est. Le royaume du Maroc contrôle 80 % du territoire.

Depuis 2007, Mohamed VI propose un plan d'autonomie sous sa souveraineté, tandis que les indépendantistes du Polisario, soutenus par l'Algérie, exigent un référendum d'autodétermination prévu par l'ONU

lors de la signature en 1991 d'un cessez-le-feu, mais jamais concrétisé. La France utilise régulièrement un veto technique pour empêcher un vote à l'assemblée de l'ONU.

### UNE SITUATION INTERNATIONALE DIFFICILE

La mise en place du plan du Maroc semble être désormais la réponse des impérialistes. La visite de Macron au Maroc début novembre a confirmé cela. La Russie de Poutine s'aligne et n'a pas invité le Polisario, membre de l'union africaine, à sa conférence Russie-Afrique. La Chine, elle, a un accord commercial de voitures électriques avec le Maroc...

Les Sahraouis n'ont pas un seul mot à en dire. Une partie d'entre eux vit sous un régime militarisé et policier au Sahara occidental occupé par l'armée marocaine tandis que les autres dans les camps de réfugiés vivent dans la misère à Tindouf en Algérie. Depuis quelques temps, un conflit armé reprend.

L'aide de l'ONU est stoppée, compliquant la vie en plein désert algérien. Une nouvelle guerre dans la région serait dramatique pour les populations civiles de part et d'autre.

### IL FAUT UNE RÉPONSE INDÉPENDANTE DES TRAVAILLEURS ET DES MASSES PAUVRES

Les Sahraouis ont le droit de choisir s'ils souhaitent vivre avec le Maroc ou séparément. La défense du droit à l'autodétermination est une question qui concerne tous les travailleurs et les masses pauvres de la région. Et elle ne se fera pas grâce à l'ONU ni grâce au Maroc de Mohamed VI ou à l'Algérie de Tebboune. Seule une alliance consciente des travailleurs et des peuples de la région peut le faire en luttant pour leurs droits, contre tous les impérialistes mais aussi contre leurs propres gouvernements capitalistes.

■ LEÏLA MESSAOUDI

## DÉVELOPPER LA LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE AUX ANTILLES

La Martinique souffre encore d'une politique colonialiste des capitalistes et de l'État français. 80 % du secteur alimentaire appartient aux familles de békés : les héritiers des colons esclavagistes. Ce sont eux qui continuent de contrôler l'économie en maximisant les profits, notamment en décidant des prix en supermarchés. De l'autre côté, 43 % de la population vit sous le seuil de pauvreté alors que les prix sont en moyenne 40 % plus élevés qu'en métropole.

Depuis deux mois la lutte « contre la vie chère » dirigée par le RPPRAC (rassemblement pour la protection des populations et des ressources afro-caribéennes) continue ! Le RPPRAC dit vouloir aller « jusqu'au bout » et organise aussi des manifestations en métropole, notamment à Paris devant les ministères face à la répression sur l'île. Mais aussi en appelant à participer aux manifestations syndicales, ce qui est très positif. Les revendications se concentrent sur la baisse des prix. Les discussions avec l'État ont abouti à des baisses des prix de produits de grande consommation, mais qui seraient compensées par une augmentation

des prix d'autres produits, alors la lutte continue.

### QUELLES REVENDEICATIONS ET MOYENS DE LUTTE ?

Ce mouvement rappelle la lutte de 2009 en Guadeloupe, qui s'était développée en grève générale. Cette grève massive avait gagné entre autres des mesures contre la vie chère. La lutte avait pu prendre une telle ampleur et gagner car les travailleurs étaient en grève et car le mouvement avait lié les revendications contre la vie chère à celles pour un emploi pour tous, l'augmentation des salaires et des services publics de qualité, donc contre la politique coloniale de l'État français. Ce sont des leçons à discuter dans la lutte actuelle !

Pour les travailleurs et la population de Martinique, de Guadeloupe et de tous les « Outre-Mer », une baisse durable et le contrôle des prix ne pourront passer que par la suppression des taxes coloniales et l'expropriation des monopoles privés de la grande distribution appartenant au békés, pour les placer sous le contrôle des travailleurs et des populations des Antilles.



KANAKY.

## TOUJOURS PAS LA FIN DU MÉPRIS COLONIAL

Plusieurs mois après les émeutes de mai en Kanaky/Nouvelle-Calédonie, déclenchées par le passage en force de la loi sur le dégel du corps électoral par Macron, Barnier et son gouvernement avait annoncé son retrait. Cette mesure est clairement remise en cause par la poursuite de la répression et par la visite ce 11 novembre de la présidente de l'Assemblée nationale (Yaël Braun-Pivet) et celui du Sénat (Gérard Larcher). Avec un bilan d'au moins 13 morts, majoritairement du côté des indépendantistes Kanaks, le gouvernement fait mine de négocier, et les prochaines élections provinciales ont été reportées à 2025.

Le gouvernement recule un peu, mais le combat du peuple kanak et la question de son auto-détermination sont cependant loin d'être gagnés. Il est donc urgent que travailleurs, travailleuses et jeunes s'unissent dans la lutte contre l'impérialisme et la colonisation. Ce combat doit se faire en Kanaky, mais également en France hexagonale et c'est à travers un mouvement de lutte massif qu'une victoire pourra être arrachée. Macron et les capitalistes français ne sont pas prêts à lâcher ce terrain et les ressources en nickel qu'il contient. L'État français montre ses failles, ses pratiques coloniales doivent cesser.

■ I.R.

## ALGÉRIE. UN PAYS EN VERROUILLAGE POLITIQUE

En 2019, grâce au mouvement de masse du « Hirak » contre un 5e mandat de Bouteflika, un vent d'espoir a soufflé dans le pays, dont la majorité sont des jeunes. Mais après, la pandémie et des arrestations ciblées de dirigeants de ces manifestations, de journalistes, de militants, mais aussi de personnes qui osaient simplement critiquer les autorités algériennes, le pays semble comme figé. Les manifestations y sont interdites et les réunions

publiques très compliquées à tenir, le mouvement ouvrier est comme assommé. Ce qui empêche les algériens de s'organiser pour trouver une solution face à ce régime politique.

### TEBBOUNE RÉÉLU SANS SURPRISE

Abdelmajid Tebboune a été réélu par une minorité qui profite de son régime et des partisans du statu quo, non pas par la volonté de la majorité. Sur

24 millions d'inscrits seuls 5 millions se sont déplacés. Il peut rester au pouvoir car il y a un certain sentiment de crainte entretenu par la classe dirigeante que si Tebboune part, ce sera le chaos, qu'il y aurait besoin d'un homme fort, à poigne, que les algériennes et les algériens ne seraient pas prêts pour la démocratie... Cette élection tient alors plus de la forme que du fond, elle devient une façon pour le gouvernement de se légitimer et pour une partie des Algériens

de ne pas perdre la face.

Tebboune veut faire croire qu'il représente l'Algérie indépendante, fière et forte. Il a un discours nationaliste contre l'ancienne puissance coloniale française et contre le Maroc. En réalité, Tebboune mène une politique libérale et vend les richesses nationales des algériens aux intérêts privés. Seul un nouveau mouvement de masse des jeunes et des travailleurs pourra réellement changer le cours du pays.





## PALESTINE, LIBAN...

# STOP AU MASSACRE, MOBILISATION !



Cela fait plus d'un an que le conflit israélo-palestinien a repris, semant une nouvelle fois l'horreur dans la région. L'État d'Israël n'a cessé de bafouer les accords internationaux et continué sa colonisation. Netanyahu et son gouvernement d'extrême droite organisent la destruction de Gaza pour empêcher tout retour et chasser les Palestiniens de leurs terres. Le but est bien sûr économique (s'appropriation des territoires et des ressources agricoles et gazières) mais aussi politique, pour empêcher une solution à deux États. On estime entre 50 et 200 000 morts à Gaza, 2 000 en Cisjordanie par des colons et 2 500 au Liban. L'attaque sur le Liban et le Hezbollah avait été planifiée depuis longtemps. Netanyahu a utilisé la situation de guerre pour s'en prendre à ses autres ennemis. Il bénéficie aussi de la complicité des grandes puissances qui n'ont appliqué aucune sanction, se rendant complices du massacre. En France, on criminalise

l'opposition à la guerre en instrumentalisant l'antisémitisme pour empêcher la critique de Netanyahu. Serait-ce parce que la France est devenue deuxième vendeur d'armes au monde ?

### DEHORS NETANYAHOU !

Une des façons d'arrêter cette guerre est de faire tomber Netanyahu et son gouvernement. Encore en septembre, 500 000 personnes ont manifesté en Israël, à la fois contre sa politique liberticide, mais aussi pour les otages tués suite à son refus de cessez-le-feu. Un appel à la « grève générale » a été lancé par la Histadrout, la principale confédération syndicale d'Israël. Netanyahu sait que sa position est fragile, c'est pour ça qu'il poursuit la guerre.

Ce sont les travailleurs, qu'ils soient israéliens, palestiniens et peu importe la nationalité ou religion, qui peuvent ensemble y mettre fin. Cela passe par rompre avec les politiques nationalistes et combattre le racisme. Il n'y

aura pas de paix sans en finir avec le capitalisme. Les jeunes montrent la voie en chantant : « Les enfants sont des enfants, qu'ils soient arabes ou juifs ».

### RÉSISTANCE INTERNATIONALE !

Une autre manière de stopper la guerre est la résistance internationale. La mobilisation des étudiants aux États-Unis, les manifestations de masse, de la France à l'Afrique du Sud, sont indispensables et doivent prendre encore plus d'ampleur.

Les organisations des travailleurs et de la jeunesse doivent beaucoup plus jouer leur rôle dans la lutte. Les syndicats devraient rompre avec les illusions dans les institutions internationales. Ils devraient organiser une campagne internationale et reprendre les traditions anti-guerre et internationalistes en bloquant la production et les envois d'armes dans les ports. C'est aussi le rôle des partis politiques de mobiliser sur cette question !



**Nous luttons pour  
lancer des comités  
anti-guerre  
pour développer  
la mobilisation et  
agir politiquement  
auprès du plus  
grand nombre**

### POUR DES COMITÉS ANTI-GUERRE !

C'est pour cela que la Gauche révolutionnaire lutte pour lancer des comités anti-guerre partout ! Pour organiser des actions et développer la mobilisation, mais aussi réfléchir et agir politiquement auprès du plus grand nombre ; et pour que celles et ceux qui veulent agir y prennent toute leur place. Contactez-nous pour agir ! Tous ensemble contre la guerre !

■ **MATTHIAS**

## COMBATTONS LE RACISME !

Depuis que le capitalisme est entré dans une nouvelle crise économique, les débats sur l'immigration et les discours racistes se multiplient. La propagande fait croire que les travailleurs immigrés seraient responsables de la crise, ce qui est bien utile pour expliquer les services publics délabrés ou le chômage. Les politiques et les médias au service des intérêts de la bourgeoisie se servent du racisme et le nourrissent. Ils se servent aussi des guerres à travers le monde (et les conflits et le racisme s'alimentent l'un l'autre) pour justifier leurs lois passées en force, les états d'urgence ou la répression plus féroce. Leur objectif est de diviser les travailleurs pour les empêcher de s'organiser et lutter contre ce système.

Un an après l'ignoble loi Darmanin, le gouvernement prépare une nouvelle loi s'attaquant aux travailleurs immigrés. Refusons ces discours et politiques racistes et anti-sociales ! Pour l'unité des travailleurs et des jeunes dans la lutte pour de meilleures conditions de vie ! Pour une société juste, démocratique, débarrassée du racisme et de la violence : le socialisme !

■ **LÉON R.**

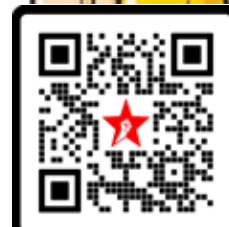


**AGISSEZ AVEC NOUS  
REJOIGNEZ-NOUS  
GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE**

SECTION FRANÇAISE DU COMITÉ POUR UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE

### PRENEZ CONTACT !

☎ 07. 81. 32. 75. 89  
✉ [contact@gaucherevolutionnaire.fr](mailto:contact@gaucherevolutionnaire.fr)  
🔍 Chercher « Gauche révolutionnaire » sur Facebook, Twitter, Instagram, Youtube...  
🏠 Les Amis de l'Égalité, 82 rue Jeanne d'Arc, centre 166, 76 000 Rouen  
🌐 [www.gaucherevolutionnaire.fr](http://www.gaucherevolutionnaire.fr)



📞 Contactez-nous !